

Compte rendu de : Tibet. Answers to China's 100 Questions

Stéphane Gros

▶ **To cite this version:**

Stéphane Gros. Compte rendu de : Tibet. Answers to China's 100 Questions. 2007, pp.344-348. halshs-01694590

HAL Id: halshs-01694590
https://shs.hal.science/halshs-01694590

Submitted on 29 Jan 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

en une chaîne d'opérations où interagissent des acteurs assignés à des tâches et à des positions sociales déterminées. Cette manière de construire son objet et les méthodes de recueil et d'analyse de données qu'il déploie pour conduire sa recherche innovent dans le champ des études historiques et rejoignent les perspectives de l'anthropologie de l'art, permettant d'aborder des questions qui se posent avec régularité à travers les âges et d'une société à l'autre. Les sources indiennes anciennes explorées dans ce livre mettent en débat les thèmes récurrents du statut de l'artisan et de l'artiste, de son indépendance à l'égard des pouvoirs économiques et politiques, des représentations sociales de son savoir et de son talent, de son intentionnalité dans l'acte créateur. Elles renvoient aussi à la réflexion contemporaine sur la circulation des pratiques artistiques. En effet, lorsque l'auteur observe, à l'échelle du pays tamoul et pour une période définie de son histoire, « le voyage des œuvres et des artistes », expliquant par exemple comment certains modèles de bronzes sont passés de l'Inde du Sud vers l'Asie du Sud-Est, il décrit des phénomènes d'emprunt et de réinterprétation de modèles exogènes qui se développent aujourd'hui au niveau mondial. Les résultats présentés dans ce livre entrent ainsi en résonance, de manière singulière, avec l'actualité, exemplaires d'une ouverture disciplinaire qui interroge à la fois l'histoire et l'anthropologie.

Catherine Choron-Baix
CNRS / Laboratoire d'anthropologie urbaine

Persée creative commons

Anne-Marie Blondeau & Katia Buffetrille (éd.), *Authenticating Tibet. Answers to China's 100 Questions*, préface de Donald Lopez, Berkeley/Los Angeles/London, University of California Press, 2008, xxxii+364 p., chronologie, glossaire, bibliographie. ISBN 978-0-520-24464-1 (cloth) ; 978-0-520-24928-8 (pbk) ; prix non indiqué.

Il y a maintenant vingt ans, les ambassades chinoises à l'étranger ont distribué un opuscule qui visait à répondre à une série de cent questions relatives au Tibet (*Le Tibet, 100 questions et réponses*). Devant la teneur très politique et propagandiste des réponses, prétexte était donné pour qu'une équipe prestigieuse de spécialistes internationaux du Tibet soit réunie à l'initiative d'Anne-Marie Blondeau et de Katia Buffetrille pour venir à leur tour apporter des réponses plus académiques et nuancées à ces mêmes questions. Entreprise ardue et de longue haleine qui vit le jour sous la forme d'un livre intitulé *Le Tibet est-il chinois ? Réponses à cent questions chinoises*, paru en 2002 (Paris, Albin Michel). Voici, désormais accessible à un plus large public, la version anglaise de ces réponses qui contribuent à remettre en cause le traitement partiel et partial de la question tibétaine dans le factum chinois susmentionné. Cependant, il ne s'agit pas d'une simple traduction. L'ouvrage a été augmenté et remanié significativement. En effet, si l'opuscule chinois de référence reste celui de 1989 (1988 pour la version française), la prise en compte d'une deuxième édition (accessible en ligne) parue en 2001 était nécessaire. Ainsi mis à jour, l'ouvrage s'est enrichi de contributions inédites de la main de nouveaux contributeurs, et a en outre gagné deux préfaces (l'une par Donald Lopez, l'autre par Katia Buffetrille qui présente cette édition anglaise). Ce qui différencie aussi cette nouvelle version, ce sont les analyses désormais plus poussées des politiques gouvernementales actuelles.

L'ouvrage, sur le modèle de l'opuscule chinois, se compose d'une suite de questions/réponses réparties en dix sections thématiques (faits historiques, droits de l'homme, politique envers le dalaï-lama, démographie, croyances religieuses, autonomie régionale, culture et éducation, développement économique, conditions de vie, émeutes de Lhassa). Relevons pour la forme qu'il ne comporte pas les photos, ni le texte du fameux accord en 17 points de 1951 qui vint sceller l'annexion du Tibet à la République populaire de Chine présents dans l'édition française. On regrette par ailleurs que les références bibliographiques ne comportent pas mention des maisons d'édition.

La contrainte d'avoir à répondre aux cent questions prédéterminées constitue une sérieuse limitation que les auteurs contournent parfois dans des sections introductives qui permettent de replacer les questions dans un contexte plus large. Ceci étant, les questions renvoient à des domaines suffisamment divers pour que le tableau général soit au final assez complet, et cette structure rend l'ouvrage facilement consultable. Parti pris judicieux donc, qui permet de nuancer, voire de réfuter certains arguments souvent simplificateurs de la propagande chinoise. Il ne s'agit pas tant d'asséner des « vérités » que d'apporter ce que le préfacier Donald Lopez caractérise très justement comme la reconnaissance d'une ambiguïté qui conduit à « poser des questions dans le même temps qu'on répond à d'autres ». Précisément, le titre *Authenticating Tibet* renvoie à cette recherche d'une plus juste référence à la diversité des expériences vécues des Tibétains, passées et présentes. Ce volume constitue dans l'ensemble un ouvrage de référence de grande qualité dont la valeur réside notamment dans l'effort collectif pour apporter aux lecteurs, dans des articles clairs et bien étayés, les moyens d'améliorer leurs connaissances sur la situation du Tibet et d'en comprendre le destin historique.

Il est impossible de reprendre ici tous les éléments clés du débat qui oppose le gouvernement chinois et le gouvernement tibétain en exil, deux camps entre lesquels les auteurs négocient habilement leur position d'objectivité. Laissant de côté la riche et bien argumentée partie historique dans laquelle est finement traitée l'évolution des relations sino-tibétaines, je m'attacherai ici simplement à discuter certains points relatifs à la situation contemporaine du Tibet, que cette nouvelle édition traite mieux que la précédente. En effet, les révisions remarquables de cette version anglaise concernent en particulier la démographie, le développement économique et la spécificité chinoise du principe d'autonomie tel qu'appliqué à certaines régions peuplées de « nationalités minoritaires » (lesquelles représentent environ 8 % de la population totale et occupent 60 % du territoire national).

Dans le cas du « Tibet », le principe d'autonomie s'applique non seulement à la Région autonome du Tibet (RAT), mais également à plusieurs autres entités administratives (préfectures et districts autonomes) se trouvant dans les provinces du Yunnan, du Sichuan, du Gansu et du Qinghai, où la population tibétaine est majoritaire. Cette autonomie reste de principe, puisque, même si la représentation tibétaine à différents échelons administratifs est forte (mais le nombre de cadres tibétains est en baisse en RAT, p. 202), les directives politiques viennent toujours d'en haut, l'autonomie se limitant à leur application selon les « caractéristiques » locales. Plus important encore, le rôle clé de secrétaire de Parti n'a jamais en RAT été confié à un Tibétain. Un autre problème récurrent lié à ce découpage administratif est que dans les écrits officiels, le terme Tibet (Xizang) devient un équivalent de RAT, laissant de côté les autres régions de peuplement tibétain qui abritent pourtant la moitié de la population tibétaine présente sur le territoire de la République populaire de Chine. Cela a des conséquences importantes sur les politiques menées, comme sur les analyses et les traitements statistiques, ce que les auteurs soulignent à de multiples reprises

(p. 123-124, 134-137, 145, 241, 269, 284). Cependant, alors même que cette différence est mise en évidence, on peut regretter que la matière de l'ouvrage traite prioritairement du Tibet central (la RAT), n'apportant finalement pas assez de données comparatives sur les régions tibétaines extérieures à cette entité administrative. Or, des différences significatives existent tant au niveau de l'application pratique du principe d'autonomie lui-même que dans le domaine de la culture, de la démographie ou de l'économie.

Concernant ces deux derniers champs, *Authenticating Tibet* apporte des réponses très détaillées et abondamment chiffrées qui permettent de comprendre les véritables enjeux que masque la confiance affichée par le gouvernement chinois dans sa politique de développement économique. Cette confiance se comprend aisément au regard de la logique progressiste et de sa justification idéologique : le Tibet, comme une grande partie de la Chine, était « arriéré » avant les réformes lancées dès les années 1950 grâce auxquelles les bases d'une économie moderne ont pu être jetées. L'investissement a certes été massif, notamment depuis les années 1980, et plus récemment avec la politique de « Grand développement de l'Ouest » lancée en 2001. Néanmoins, l'ouvrage montre bien que le développement sur le territoire tibétain reste inégal, très concentré dans les zones urbaines, et contribue à l'émergence de nouveaux facteurs d'exclusion, notamment à caractère ethnique. Cela se retrouve particulièrement dans le développement touristique, appelé à être le troisième pilier de l'économie tibétaine évidemment aidé par la récente construction de la voie ferrée Golmud-Lhassa, qui ne profite que dans une faible mesure aux Tibétains eux-mêmes. C'est aujourd'hui clairement le secteur tertiaire qui est devenu dominant dans la croissance économique, restée très polarisée. Sur ce marché, les travailleurs non qualifiés tibétains ne sont pas les plus compétitifs face à l'immigration croissante, Han et Hui notamment (p. 144-151, 268). Cette immigration essentiellement urbaine (et en partie saisonnière) ne représente néanmoins pas une menace pour ce qui est de la proportion de la population tibétaine en RAT ou dans les autres régions de peuplement tibétain (p. 149), mais elle pose évidemment de très sérieux problèmes d'ordre économique et social, en particulier dans les villes, en constituant un facteur d'exclusion des Tibétains. Ce qui devient plus généralement problématique et semble particulièrement bien mis en évidence dans l'ouvrage est la dépendance croissante à l'aide gouvernementale, laquelle ne semble pas insuffler de réelle dynamique dans l'essor d'une économie locale. Avec une inflation record en Chine dans les années 1990, un écart entre villes et campagnes qui va grandissant et un des taux de pauvreté urbaine les plus élevés dans le pays, les chiffres officiels relatifs à la progression du revenu moyen au « Tibet » sont donc à relativiser (p. 300-301).

Il s'avérerait que le prétendu pillage par le gouvernement central (souvent dénoncé par ses détracteurs) des ressources naturelles du plateau tibétain ne serait pas totalement vérifié au vu de leur faible contribution au produit intérieur (p. 250-251). Il n'en reste pas moins que ces ressources, minières et hydrauliques notamment, restent très importantes et que c'est la perspective de leur exploitation prochaine qui est en jeu. Il aurait fallu mieux prendre en compte sur ce point l'investissement à long terme et les perspectives futures.

Sur ces thèmes et sur d'autres, les éléments d'analyse de la situation économique au « Tibet » répondent déjà par anticipation et en partie au « Rapport sur le développement économique et social au Tibet » rendu public fin mars 2009 par le Centre de tibétologie de Pékin, avec force chiffres et statistiques. Il va sans dire que ce nouveau document vient à point soutenir la politique de développement, alors que venait d'être célébré (28 mars) le cinquantenaire de la « réforme démocratique au Tibet » qui marqua la fin du « servage ».

Or, quand bien même on s'accorde pour caractériser le Tibet ancien de féodal et y reconnaître l'existence du servage « sujet encore débattu », cela ne signifie pas pour autant l'existence d'une oppression systématique ou d'une pauvreté massive (p. 81-83, 245-246). Est également rappelé le rôle distributif important (sous forme de prêts) que jouaient autrefois les monastères en tant qu'institutions financières (p. 245). La rhétorique de la « libération » desdits serfs s'est désormais enrichie d'une prétention de la Chine à figurer au rang des nations qui ont contribué à la défense des droits de l'homme : briser le joug du système féodal tibétain et changer la destinée de ce peuple est dorénavant inscrit dans l'histoire de l'humanité comme un acte comparable à l'abolition de l'esclavage. Un nouveau livre blanc sur le Tibet (issu du Bureau de l'information du Conseil des affaires d'État), rendu public au mois de mars 2009 également, réitère les positions officielles en martelant toujours le même discours et en affirmant que « le Tibet fait partie de la Chine depuis toujours. (...) [Il] est passé successivement d'un âge des ténèbres à un âge brillant, d'une région arriérée à une région en développement, de la pauvreté à la richesse, de la monarchie à la démocratie »... L'on comprend combien la tâche à laquelle s'attèlent les contributeurs de ce volume se doit d'être vigilante et sans cesse renouvelée.

La dernière partie, relative aux émeutes de Lhassa et à leur répression, pourrait déjà, en effet, être remise à jour au vu des événements de mars-avril 2008. Elle apporte néanmoins des informations très détaillées sur les importantes émeutes de la fin des années 1980 qui aboutirent à la proclamation de la loi martiale (1989), alors que Hu Jingtao, l'actuel président de la République populaire de Chine, était le secrétaire du Parti de la Région autonome du Tibet. Cette partie est d'autant plus nécessaire que le sujet des émeutes a disparu de la version chinoise des *100 Questions* de 2001, ce qui est significatif.

De toute évidence, l'enjeu de la question tibétaine pour la Chine n'est pas celui des droits de l'homme ou de l'identité culturelle (questions qui ne sont pas propres au Tibet) : l'essentiel se joue au niveau géopolitique, un aspect peu abordé dans l'ouvrage. La présence militaire, déguisée dans les statistiques, pèse sur l'économie, et les considérations stratégiques orientent certainement l'investissement en RAT (p. 251). Il y a en effet fort à penser que via l'intégration économique croissante et le développement des transports, l'importance régionale du Tibet va devenir de plus en plus significative dans la gestion des relations frontalières.

Enfin, s'agissant de l'épineux problème de la relation qui lie le Tibet à la Chine, ce livre jette un éclairage sur un autre point souvent laissé dans l'ombre. En effet, il est ponctuellement souligné que l'appellation « Chinois » ne va pas de soi. C'est pourtant cette identité de référence qui permet d'asseoir une continuité culturelle millénaire, laquelle continuité pourrait être garante d'une autre continuité, celle des rapports politiques de l'Empire avec sa périphérie. Si l'on convient que notre idée occidentale de l'entité « Chinois », comme d'ailleurs celle de la catégorie « Han » plus généralement en usage aujourd'hui, est un référent flou dont l'unité est toute rétrospective et construite, on est alors placé devant l'impossibilité d'occulter le nationalisme latent qui préside à l'ensemble de la vision de ce « problème tibétain » en République populaire de Chine. L'attitude des dirigeants chinois à l'égard du Tibet n'a pas uniquement pour source un dogme qui aurait vu le jour aux lendemains de la « Libération ». Ses racines plongent dans le nationalisme chinois qui remonte à la fin du XIX^e^ siècle et qui dès ses débuts s'est articulé à la nécessité de l'union entre Han, Mongols, Tibétains, Mandchous et Hui sur la base d'une homologie raciale. Depuis, cette union s'est élargie aux 56 nationalités officiellement identifiées par le pouvoir communiste. Or, à plusieurs reprises dans le livre, l'importance politique de la rhétorique relative à la projection rétrospective de cette Chine multiethnique dans

l'histoire est très judicieusement soulignée (p. 18, 192-193). Occultant la caractéristique impériale de la relation des dynasties successives à leur périphérie, la rhétorique actuelle porte la multiethnicité à la source d'une identité proprement « chinoise », condamnant ainsi d'avance tout dessein indépendantiste d'une « partie » de ce « tout » organique.

Ainsi, l'entité « Chinois » correspond à une identité collective produite et cultivée. Il n'en reste pas moins qu'un nombre non négligeable de Tibétains et d'autres nationalités minoritaires participe désormais de cette identité. Être Tibétain n'est pas (ou plus) exclusif de cette autre identité collective, si bien que l'analyse de la situation contemporaine ne peut occulter l'existence d'identités socioculturelles multiples. La matière de l'authenticité tibétaine se nourrit d'une histoire, qu'elle soit imposée ou non. Il est bien évidemment possible de débattre de l'histoire, mais il y a de fortes chances pour que cela reste encore longtemps un dialogue de sourds. Demeurera la question de l'évolution de la Chine vers un État de droit, dernière pierre d'achoppement qui, faut-il le rappeler, ne concerne pas que les Tibétains.

La Chine n'a désormais plus un déficit de communication concernant le Tibet. Elle s'évertue au contraire à propager sa vision et son interprétation des choses et cherche à devancer la critique. Avec le développement du tourisme, la mise en valeur sélective du patrimoine culturel est bien en route (p. 213, 220-223, 279-283). Pourrait-on voir une certaine ironie dans la commercialisation d'une édition limitée d'une poupée Barbie tibétaine, exposée à l'aéroport de Lhassa début mars 2009, et censée promouvoir la culture tibétaine au sein d'une série de poupées « ethniques » appelées les « sœurs de la joie et du bonheur » (*fuxi mei*) ?

Stéphane Gros
CNRS / UPR 299 « Milieux, sociétés et cultures en Himalaya »

Melvyn C. Goldstein, Ben Jiao, Tanzen Lhundrup, *On the Cultural Revolution in Tibet. The Nyemo Incident of 1969*, Berkeley, University of California Press, 2009, xvi-236 p. ISBN 978-0-520-25682-8 ; 24,95 US $.

Le déroulement de la Révolution culturelle au Tibet (1966-1976) reste un sujet peu étudié, probablement à cause de l'absence de sources disponibles. Les auteurs lèvent le voile en décrivant le cadre général de l'organisation de la Révolution culturelle au Tibet, puis en analysant l'un des épisodes conflictuels qui se déroula pendant cette période. Il s'agit de l'incident survenu dans le district de Nyemo, situé au sud-ouest de Lhasa, entre le 13 et le 19 juin 1969. Des centaines de villageois, sous la férule d'une nonne qui prétendait être possédée par Ani Gongmey Gyemo, acolyte de Gésar, le dieu-guerrier défenseur du bouddhisme, attaquèrent, mutilèrent et assassinèrent un certain nombre de cadres, de soldats et de villageois tibétains.

Jusqu'à présent, les chercheurs présentaient cet incident comme étant l'expression du nationalisme tibétain face au joug chinois. Les auteurs en révisent l'analyse historique. Réfutant la thèse ethno-nationaliste, ils démontrent que l'incident fut le résultat d'une lutte entre deux factions de Gardes rouges tibétains (Gyenlo et Nyamdre). Pour cela, ils s'appuient sur des sources abondantes et inédites : des témoignages de personnes ayant participé aux événements, des membres de leurs familles et des sources chinoises apportées et conservées en Inde après la Révolution culturelle.